



## transports-grèves-social-gouvernement-routes-permis

### Les inspecteurs du permis de conduire appelés à la grève mardi

**Paris, 14 mars 2016 (AFP)** - Les trois syndicats d'inspecteurs et délégués du permis de conduire appellent à la grève mardi avec pour dénominateur commun la lutte contre une "privatisation de l'examen du code" qu'ils jugent dangereuse pour leur profession et les candidats.

Le Snica-FO et l'Unsa-Saneer appellent à une grève reconductible, tandis que le SNPTAS-CGT n'appelle qu'à 24 heures de mouvement. Un rassemblement est également prévu jeudi devant la Délégation à la sécurité et à la circulation routières (DSCR) à Paris.

Les trois organisations se retrouvent autour des craintes sur la mission des inspecteurs et délégués du permis.

Dans le cadre de la réforme du permis de conduire, le gouvernement a notamment confié la surveillance des examens du code à un prestataire extérieur, afin que les inspecteurs puissent se consacrer à l'examen pratique et que les délais pour passer ou repasser le permis soient ainsi raccourcis. Cette externalisation, qui devrait entrer en vigueur d'ici septembre, sera financée par une somme de 30 euros payée par les candidats à chaque passage.

"La réforme initiée en juin 2014 continue à détruire méthodiquement le service public", déplore dans un communiqué le Snica-FO: "La privatisation de l'examen du code de la route c'est, dès demain, un examen de code payant pour une jeunesse désargentée ! La seule réponse républicaine et responsable, ce sont des examens publics et gratuits dans toutes les catégories de permis".

"En même temps qu'on donne les clés au privé, on durcit l'examen du code avec de nouvelles questions et des vidéos. La DSCR nous a dit qu'elle s'attendait à plus d'échecs. Plus d'échecs veut dire plus de repassages et plus de bénéfices pour les prestataires", souligne Laurent Deville, secrétaire général adjoint du Snica-FO.

"L'externalisation porte sur le code de la route, mais aussi sur l'examen poids lourds et on ouvre maintenant la boîte de Pandore en donnant la possibilité à des postiers de se former pour faire passer l'examen pratique du permis B. On va doucement vers une privatisation", ajoute Christophe Nauwelaers, secrétaire général de l'Unsa-Saneer.

Face à une "uberisation" en cours, les syndicats réclament aussi plus de contrôles des auto-écoles et des centres de récupération de points, car "le service public doit être le garant de la fiabilité de la formation", estime Laurent Deville.

L'Unsa et la CGT pointent également un régime indemnitaire toujours "insuffisant" dans la profession.

sva/at/phc

**2016/03/14 12:21:29 GMT+01:00**

#541970 DVBP 0897 NND52 (4) AFP (385 words)